

Premier coup de frein pour l'agriculture bio

Le nombre de conversions de fermes vers la production biologique connaît un ralentissement inédit

Les agriculteurs français sont moins nombreux à se précipiter au portillon de l'agriculture biologique. Même si le nombre d'adeptes d'une production agricole respectueuse de l'environnement, prêts à abandonner engrais et pesticides de synthèse, continue de croître, le rythme des conversions ralentit. Un constat fait par l'Agence Bio, qui estime à 4 070 le nombre de nouvelles fermes du secteur recensées entre janvier et fin août, soit une progression de 7 %. Un an plus tôt, ce chiffre atteignait 5 411 sur la même période, affichant alors une croissance des effectifs de 12 %. C'est la première fois que l'agriculture bio connaît un tel ralentissement.

Si les vocations se font moins nombreuses, sur le terrain certains jettent aussi l'éponge, que l'agriculteur bio parte à la retraite sans successeur ou qu'il se « déconvertisse », c'est-à-dire qu'il reparte vers une agriculture conventionnelle. Le phénomène n'est pas nouveau en soi, mais la tendance se renforce. « Nous avons comptabilisé 2 173 arrêts fin août, ce qui représente 3,7 % de la population du bio au 1^{er} janvier 2022. Il y a un an, le nombre d'arrêts était de 1 533, ce qui correspondait à un pourcentage de 2,9 % », déclare au Monde Laure Verdeau, directrice de l'Agence Bio, avant d'ajouter : « Nous estimons qu'à la fin 2022 nous aurons dépassé les 5 % d'arrêts. »

Refroidissement du marché

Globalement, le solde correspond, à date, à un recrutement net de 1 897 exploitations désireuses de rejoindre la grande famille du bio. Un chiffre deux fois moindre comparé à celui de 2021. « Nous constatons une forte baisse des demandes d'informations pour les conversions vers l'agriculture biologique. Même si le solde reste positif, la dynamique marque nettement le pas », analyse Philippe Camburet, président de la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB).

Ce coup de frein est à mettre en regard avec le refroidissement du marché du bio. Dans les magasins, l'appétit des Français pour les produits estampillés du logo vert et blanc se fait moins vorace. Après des années de croissance à deux chiffres, leur consommation a connu un soudain coup

d'arrêt en 2021. Selon l'Agence bio, ils ont déboursé 12,65 milliards d'euros en 2021 pour s'acheter des aliments de ce type dans les magasins. Un montant en retrait de 1,4 % sur un an.

La décélération est plus brutale dans les grandes surfaces, où le phénomène s'accroît en 2022. Ainsi, après une baisse en valeur sur un an de 3,6 %, constatée fin 2021 par la société d'analyses IRI qui scrute les achats des Français en sortie de caisse, un nouveau repli de 5,6 % est noté sur les huit premiers mois de 2022. En volume, le retrait atteint 7,6 %. Même dans les enseignes des spécialistes comme Biocoop ou Naturalia, les consommateurs ont déboursé 4,8 % de moins depuis le début de l'année. Pour

expliquer ce trou d'air, d'aucuns montrent du doigt le toilettage des rayons de supermarchés.

Le cabinet NielsenIQ estime que le nombre moyen de références bio par magasin a baissé de 5 %, passant de 523 au premier semestre 2021 à 497 références un an plus tard. Pour IRI, le grand ménage touche tout particulièrement les marques nationales, dont certaines déclinaisons bio ont disparu des étagères.

Autre élément perturbateur : l'irruption de l'inflation dans le quotidien des consommateurs. Selon NielsenIQ, la hausse des prix s'affiche au premier rang des préoccupations majeures des Français (54 %) devant le réchauffement climatique (43 %), la guerre en Ukraine (32 %) et la crise

sanitaire (11 %). Cet institut estime que depuis décembre 2021, 7 millions de Français supplémentaires sont fragilisés par ce phénomène et doivent surveiller leurs dépenses. Or, dans les rayons, un produit bio reste en moyenne 30 % plus cher que son équivalent conventionnel même si l'écart a tendance à se réduire. En période d'inflation, les foyers font des arbitrages. L'offre bio en pâtit d'autant que de nombreux labels concurrents sont venus brouiller les repères des consommateurs.

Ce moindre appétit – alors que la dynamique de l'offre était forte, portée par l'engouement des achats pendant les périodes de confinements – a ébranlé les filières agricoles bio. A l'instar de celles des œufs et du lait, confron-

En période d'inflation, les foyers font des arbitrages sur leur consommation. L'offre du bio en pâtit

tées à un soudain déséquilibre entre les ventes et la production. « Alors que les œufs bio avaient atteint en début d'année 20 % de part de marché, on note un fort ralentissement de la demande en bio, avec une baisse au mois d'août de 6 % par rapport à août 2021, explique Maxime Chaumet, secrétaire général du Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO). Et pour la première fois, les œufs de poules en cage sont à nouveau en croissance, en hausse de 10 %. Or il y a eu beaucoup d'investissements dans de nouveaux bâtiments et les éleveurs de poules pondeuses bio ont été soumis à un cahier des charges renforcé au 1^{er} janvier qui renchérit les coûts de production. On estime entre 1 million et 1,5 million de poules bio qui pourraient basculer vers le « plein air ». C'est une période difficile pour les éleveurs. »

Les éleveurs laitiers bio sont également très secoués. La coopérative Biolait, qui collecte le lait bio auprès de 1 400 fermes réparties sur le territoire, n'a eu d'autre choix depuis fin 2020 que de déclasser le surplus de lait bio et de le vendre en conventionnel. Cela a représenté 20 % des volumes en 2021. La hausse du prix du lait conventionnel, qui a même dépassé pendant deux mois le prix du lait bio, a joué un rôle d'amortisseur. Mais la rémunération des éleveurs a baissé alors même que les charges augmentent et que la sécheresse a réduit les volumes de production.

Au moment où les négociations s'ouvrent pour fixer les prix de 2023, l'Association des producteurs de lait bio Seine et Loire, qui signe des contrats-cadres avec les

six laiteries livrées par ses 480 adhérents, exige une revalorisation qui prenne en compte les coûts de production. Se fondant sur l'indicateur fixé par l'interprofession estimant le prix de revient d'une tonne de lait bio à 529 euros en 2021, elle demande un prix de 600 euros la tonne.

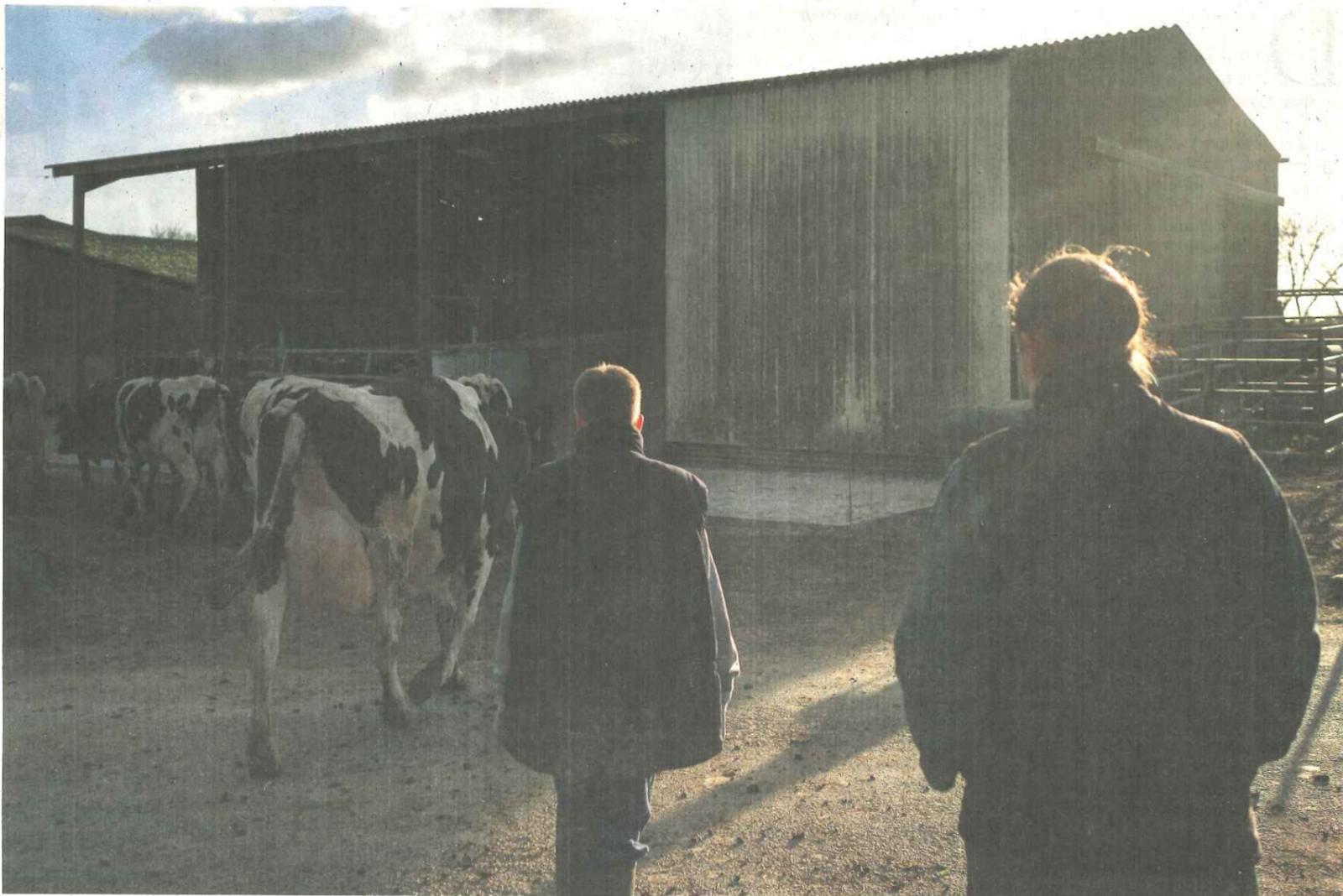
Campagne de communication

Biolait a décidé pour sa part de lancer une campagne de communication et demande à ses adhérents d'aller à la rencontre des consommateurs dans les magasins pour expliquer les atouts de l'agriculture biologique. La coopérative a lancé en juin, le label « Il lait là », pour distinguer son offre aux yeux du client et redire l'engagement de ses membres dans une agriculture responsable. La nécessité de communiquer pour réassurer le consommateur sur les valeurs de la bio et redynamiser le marché est soulignée par l'ensemble des acteurs. L'Agence Bio a lancé une campagne au printemps cofinancée par l'Etat et les interprofessions mais son budget était limité à 1 million d'euros.

Dans ce contexte, se pose la question du soutien de l'Etat à l'agriculture bio. Bruxelles avait épinglé le projet de déclinaison de la prochaine politique agricole commune par la France, qui doit s'appliquer au 1^{er} janvier 2023, pour son manque d'ambition à ce sujet. Elle critiquait en particulier la décision du gouvernement français de supprimer l'aide au maintien qui prenait le relais de l'aide à la conversion et estimait que « cet arrêt de financement présente un risque de déconversion à partir de 2023 ».

Si le coup d'arrêt des conversions s'explique alors que des grands acteurs du marché laitier comme Lactalis, Sodial ou Agril ont stoppé le mouvement depuis l'été 2021 et que la hausse des prix des céréales, des protéagineux et du lait conventionnel rend l'exercice moins tentant économiquement, le véritable danger est d'entraîner un découragement et une démission des agriculteurs bio. ■

L. G.



Des éleveurs bio dans une propriété de Loire-Atlantique, le 21 janvier. MAYLIS ROLLAND/HANS LUCAS



MATIÈRES PREMIÈRES | PAR LAURENCE GIRARD

Le bon vent des vendanges

OYEZ ! OYEZ ! Vous êtes invités à venir vendanger ! Depuis la butte Montmartre, haut-lieu du tourisme parisien, l'appel est lancé. Samedi 8 octobre, la fête des vendanges battra son plein dans la capitale. Pas sûr toutefois que les grappes cueillies sur le millier de pieds plantés dans le Clos-Montmartre pèsent lourd dans la balance viticole nationale. Le ministère de l'agriculture n'a d'ailleurs pas attendu le verdict parisien pour livrer, vendredi 7 octobre, sa nouvelle estimation de la vendange 2022. Elle devrait atteindre les 44,6 millions d'hectolitres.

Pour la filière viticole, ce résultat est un soulagement. D'abord, parce que le niveau des cuves, en 2021, n'avait pas été à la hauteur des espérances. Tant s'en faut. Le gel du printemps puis des épisodes de grêle avaient pulvérisé une partie des fruits. Résultat, les vigneronnes n'avaient guère de grains à mettre sous les dents du pressoir et la produc-

tion française sombrait à 37,8 millions d'hectolitres. Mauvaise pioche pour les agriculteurs. D'autant qu'un an plus tôt, en pleine crise due au Covid, avec la fermeture des bars et restaurants, les professionnels avaient demandé une aide pour distiller le vin stocké dans les caves, de peur du trop-plein.

Paysage rosé

La pression était donc forte cette année sur les pressoirs. Au départ, le feuilletton météo paraissait très favorable malgré quelques épisodes de froid et de grêle. Mais, avec l'été, le thermomètre s'est affolé, et la pluie s'est fait désirer. L'inquiétude a commencé à monter dans les vignobles quand les grains ont tardé à prendre de l'embonpoint. Heureusement, de nombreux vignobles ont reçu une eau salvatrice avant les premiers coups de sécateur. Le bon vent de la vendange... Les vigneronnes ont donc retrouvé le sourire

pour commencer la récolte, une nouvelle fois marquée par sa précocité. Avec un double motif de satisfaction : au-delà de la quantité, la qualité était au rendez-vous. Avec la sécheresse, les vignes n'ont pas été attaquées par le mildiou ou l'oïdium, et les grappes étaient saines. Le millésime 2022 marque ainsi un rebond de près de 18 % de la production viticole nationale et recèle beaucoup d'espoirs de beaux flacons.

Ce paysage viticole rosé mérite toutefois d'être nuancé. Comme toujours, Dame Nature, capricieuse, ne gratifie pas chacun de la même manière. Les Champenois sont à la fête. Ils ont décidé de faire sauter les plafonds de rendement fixés par l'appellation. Ils sont passés cette année de 15 000 à 16 500 kilos par hectare.

De quoi reconstituer les réserves personnelles des vigneronnes, instaurées pour amortir les chocs. Et répondre à la soif du

célèbre vin à bulles, de plus en plus prisé à l'international. « Sur douze mois glissants, d'août 2021 à août 2022, les expéditions sont en progression de 14,7 % à 335 millions de bouteilles », précise Maxime Toubart, président du Syndicat général des vignerons de Champagne.

Les Bourguignons sont tout autant satisfaits de renouer avec une vendange normale, comprise entre 1,3 million et 1,4 million d'hectolitres. De même que les Jurassiens ou les Corses. Mais dans le Beaujolais, en Alsace, en Savoie, dans le Bordelais comme dans le Sud-Ouest, sécheresse et chaleur ont fait s'évaporer une part de la récolte attendue, et la production n'atteint pas la moyenne quinquennale.

Reste maintenant à transformer les belles grappes en goûteux breuvages et à trouver verre, bouchons et étiquettes en ces temps de disette. Quand le vin est tiré, il faut l'embouteiller... ■